

NON A LA GUERRE NON AUX OCCUPATIONS

Photos de Giuliana Sgrena



Blessées à Hillal



Enfant afghan

Vendredi 18 mars à Genève

- 12h piquet devant la mission permanente des USA (rte de Pregny* / place des Nations)
- 17h30 rassemblement au Passage de la Monnaie (Place Bel Air)

Deux ans ont passé depuis le 20 mars 2003, jour du début de la deuxième guerre contre l'Irak. Six semaines plus tard, G.W. Bush junior annonçait la victoire de l'armée des Etats-Unis qui engloutit à elle seule la moitié des mille milliards de dollars de dépenses militaires mondiales.

Officiellement, la guerre poursuivait trois objectifs : l'élimination des armes de destruction de masse détenues, d'après le Pentagone, par Saddam Hussein, la capture d'O. Bin Laden et l'instauration d'un régime démocratique en Irak.

Aucun de ces objectifs n'a été atteint. L'administration Bush a du reconnaître ce que la planète entière savait : qu'il n'y avait pas d'armes de destruction de masse en Irak. La capture de Bin Laden est annoncée « imminente » depuis plus de trois ans malgré deux guerres –celle contre l'Afghanistan en 2001 et celle contre l'Irak– déclenchées aussi dans ce but.

Quant aux élections, après les avoir retardées le plus possible, les puissances occupantes ne peuvent se résoudre à en accepter le résultat, la victoire des partis chiites qui exigent le départ des forces étrangères et l'humiliante défaite de leur poulain, le premier ministre fantoche Iyad Allawi. Démocratie et élections oui, à condition que les résultats soient conformes...

Mais, si ces objectifs ne sont pas atteints, il en est un qui l'est pleinement : l'installation d'un contingent militaire états-unien au centre du Moyen Orient. Ce projet –élaboré bien avant le 11 septembre 2001- a été réalisé au prix de au moins 100'000 morts, de la désorganisation totale des systèmes d'eau et d'électricité, des hôpitaux détruits par les bombes téléguidées, de la réduction de Faloudjah à une montagne de déblais.

En Irak, le taux de leucémies et de cancers chez les enfants est cinq fois supérieur à ce qu'il était avant 2003 ! Ces maladies résultent de l'utilisation

d'armes particulièrement nocives ; elles affectent aussi les soldats de la coalition que le « syndrome du Golfe » commence à frapper!

La poursuite de l'occupation fait partie de la stratégie impériale. Un Irak instable, incapable de se gouverner seul, légitime la présence étrangère. Voilà pourquoi l'on attise les oppositions communautaires, pour que les Irakiens ne se reconnaissent pas en ce qui les unit aujourd'hui, le départ des occupants !

Poursuivre l'occupation, c'est aussi disposer sur place de l'infrastructure, des troupes et des systèmes de commandement à engager, dans un avenir pas lointain, dans de nouvelles guerres, contre la Syrie ou contre l'Iran.

La mobilisation internationale contre l'occupation doit redémarrer.

Les mouvements contre la guerre rassemblés lors du Forum Social Mondial appellent à une journée mondiale de mobilisation le week-end du 19-20 mars. Une grande manifestation européenne aura lieu à Bruxelles le samedi 19 mars. Un transport en car est organisé depuis la Suisse (tél. 078 772 18 49).

L'occupation s'inscrit dans la durée : inscrivons-y notre résistance!

Contre la guerre permanente construisons la mobilisation permanente!

*nous envisageons de recourir contre le refus en première instance du DJPS d'accorder l'autorisation en ce lieu; pour les détails définitifs consultez: www.gssa.ch .

Coalition genevoise contre la guerre : ATTAC, CUP, Où sont-ils? Uruguay, GSsA, Les Verts de la côte, MPS, SolidaritéS, Syndicat des services publics, collectif anti-guerre Vaud, ...

**LE VENDREDI
18 MARS
A 17H.30
AU PASSAGE DE
LA MONNAIE
À GENÈVE**

MANIFESTONS

Notre opposition aux guerres impériales, en Irak, en Palestine. Et peut-être demain en Iran, en Syrie, au Liban ?

Contre cette guerre d'Irak déclarée sur des mensonges, contre l'avis de l'ONU et contre la volonté des citoyen-ne-s du monde entier.

Contre cette guerre qui fait partie du plan du gouvernement américain de redécoupage du Moyen-Orient, à leurs profits.

Contre cette politique expansionniste, dont le gouvernement israélien est le fer de lance dans la région et dont la Palestine sert de terrain d'entraînement.

Contre l'occupation des territoires Palestiniens, pour une paix juste et durable au Proche-Orient



Palestine, photo Giuliana Sgrena

NON A LA GUERRE NON AUX OCCUPATIONS

Elections en Palestine, retrait de Gaza, rencontre à Charm el-Cheikh, déplacement en Europe du nouveau président palestinien, déclarations optimistes des chefs d'Etats occidentaux, tous ces signes tentent de donner l'impression que l'on est sur le chemin de la paix.

Pendant ce temps, dans l'indifférence générale le gouvernement d'occupation Israélien continue la construction à un rythme démesuré du mur de l'apartheid ; mur qui a été déclaré illégal par la Cour Internationale de Justice. Aujourd'hui Israël essaye de cacher ses plans expansionnistes coloniaux derrière un nouveau tracé du mur, qui provoquera de fait, l'annexion par Israël de 46% de la Cisjordanie et dont 12% de la population sera définitivement séparée de ses terres agricoles.

Ce qui est nouveau dans ce tout dernier tracé du mur, c'est qu'il est intégré dans le "Plan de Désengagement" approuvé par les Américains et les Européens comme élément de la "Feuille de Route".

De plus, malgré le fait que cette « fameuse » Feuille de Route en prévoit le gel, le gouvernement Sharon continue l'expansion de colonies, voire en construit de nouvelles sur des points stratégiques importants.

La Cisjordanie devrait former une entité territoriale. En réalité, c'est aujourd'hui une région morcelée par les colonies et les routes y menant. Dans l'état actuel, le terme de continuité ne s'y appliquera jamais, sauf dans la rhétorique trompeuse des Etats-Unis et de l'Europe, dont le soutien à Israël, soit directement, soit par complaisance, encourage à accepter la création de cet Apartheid avec ses ghettos et ses bantoustans et à appeler un Etat viable.

Il laissera les Palestiniens dans des ghettos ou des semi ghettos, reliés entre eux par des tunnels et des ponts sous le contrôle de l'occupant, dont Israël a demandé le financement par la communauté internationale, sous prétexte qu'il permettra le désenclavement de la Palestine et contribuera au plan de paix.

La communauté internationale devra investir des millions de dollars pour reconstruire les infrastructures détruites par l'armée israélienne. L'ONU doit subvenir aux besoins alimentaires d'une population affamée par les blocages et la destruction de son économie. Les Etats-Unis, sur demande du gouvernement Israélien, ont obtenu le départ de Peter Hansen, directeur de l'UNRWA, l'agence onusienne pour les réfugiés palestiniens parce que celui-ci avait osé dénoncer la dévastation du camp de Jenine en 2002 et d'avoir dit, suite aux destructions en mai dernier dans la bande de Gaza, « que les destructions massives de maisons constituent une violation du droit humanitaire ».

La Suisse, pour sa part, prévoit d'intensifier sa collaboration militaire avec Israël en achetant pour 150 millions de francs de matériel militaire israélien.

Et l'on veut nous convaincre que nous sommes sur le chemin de la Paix. La paix, en Irak comme en Palestine ne se construit pas par la force et l'humiliation, mais par le droit et la justice.